

# **Projection de puissance stratégique et outils occidentaux pour les guerres de domination mondiale**

par **Saleem Qamar Butt**

**D'après mon expérience personnelle, pour la réalisation de la projection de puissance occidentale, les dirigeants politiques et la haute bureaucratie impliqués et compromis dans les pays ciblés jouent le rôle le plus répugnant et le plus perfide.**

La projection de puissance, au sens stratégique du terme, désigne la capacité d'une nation à mobiliser tout ou partie de ses ressources de puissance nationale – militaires, économiques, informationnelles ou diplomatiques – pour déployer et maintenir rapidement et efficacement des forces à partir de multiples sites dispersés, afin de répondre aux crises, de contribuer à la dissuasion et de renforcer la stabilité régionale. Elle repose fondamentalement sur la capacité d'un État à exercer une influence, à projeter sa force ou à affirmer sa volonté bien au-delà de son territoire. Ses éléments et composants essentiels comprennent la logistique militaire, la mobilité stratégique, les bases avancées, les opérations interarmées et la projection de forces durable. Pour ce faire, les États-Unis maintiennent un vaste réseau mondial d'environ 750 à 800 bases militaires réparties dans au moins 80 pays. Les principales concentrations se situent au Japon, en Corée du Sud, en Allemagne et au Moyen-Orient, servant à projeter la puissance, à protéger les alliés et à garantir les intérêts régionaux.

Les objectifs stratégiques de la projection de puissance sont la dissuasion, la réponse aux crises, la coercition, la coopération et la stabilité en matière de sécurité, ainsi que l'aide humanitaire. On distingue principalement deux types de projection de puissance : la projection de puissance dure (qui implique l'application directe ou la menace de la force militaire, y compris les démonstrations de force, les sanctions ou les interventions actives) ; et la projection de puissance douce (diplomatie militaire et de renseignement, utilisation des ressources militaires à des fins non combattantes, telles que le maintien de la paix, les évacuations de non-combattants ou l'aide humanitaire). Cependant, au XXI<sup>e</sup> siècle, la définition de la projection de puissance s'élargit pour inclure des moyens indirects, en réseau et hybrides, comme l'utilisation d'outils financiers et informationnels pour influencer l'environnement sécuritaire. Le Pakistan, à l'instar de nombreux autres pays, n'est-il pas confronté depuis longtemps à toutes les formes de projection de puissance américaine ?

J'ai eu la chance d'étudier les sujets susmentionnés il y a plus de trente ans (1992-1994), aux côtés de membres de pays de l'OTAN et d'officiers militaires du monde entier. La principale menace que représentaient les pays du Pacte de Varsovie, menés par l'ex-URSS, avait disparu dès 1992, et l'OTAN recherchait désespérément une nouvelle menace mondiale pour assurer sa survie en tant que puissante alliance militaire occidentale dirigée par les États-Unis et pour maintenir la prospérité de son complexe militaro-industriel. C'est ainsi qu'en 1994, le siège de l'OTAN a établi une liste de pays cibles à majorité musulmane, dotés d'un potentiel économique conséquent (riches en ressources) et de capacités militaires importantes. La guerre des récits, la création de l'islamophobie, l'association de l'islam/des musulmans au terrorisme, la création de groupes par procuration comme Al-Qaïda, Daech, l'EI-K, le TTA/TTP, le BLA et bien d'autres à travers le monde, ainsi que l'exploitation de la principale ligne de fracture au sein de la communauté musulmane, à savoir le clivage sunnite-chiïte, s'inscrivaient dans une stratégie

globale de projection de puissance. Il est évident que cette opération a fait l'objet d'une longue période de planification et de préparation jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, qui ont ouvert la voie à l'invasion de l'Afghanistan par l'OTAN, sous commandement américain, suivie de l'Irak, de la Libye, du Liban, de la Somalie, du Soudan, de la Syrie et maintenant de l'Iran.

Les noms de certains pays sélectionnés, détruits, conquis, pillés et maintenus sous contrôle occidental ont également été confirmés par le général américain à la retraite Wesley Clark. Dans une interview, ce dernier a révélé avoir été informé de la décision de «s'en prendre à sept pays en cinq ans», alors que l'Afghanistan était encore sous occupation américaine. De toute évidence, d'autres pays comme le Pakistan, la Turquie, l'Égypte, la République centrafricaine et les pays africains et moyen-orientaux riches en ressources, figurant sur la liste noire établie en 1994, ont jusqu'à présent été traités différemment, par une combinaison des divers moyens de projection de puissance susmentionnés : changements de régime orchestrés, coups d'État militaires, révolutions colorées, guerre secrète, guerres civiles, déploiement de groupes armés interposés, guerres de propagande et manipulation coercitive par le biais des pièges de la dette du FMI, de la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales. Les lecteurs souhaitant approfondir le sujet peuvent consulter «Confessions of an Economic Hit Man». D'après mon expérience personnelle, pour la réalisation de la projection de puissance occidentale, les dirigeants politiques et les hauts fonctionnaires impliqués et compromis dans les pays ciblés jouent le rôle le plus odieux et le plus perfide.

Néanmoins, les guerres de domination mondiale exigent le maintien d'un contrôle accru sur les voies de communication mondiales, c'est-à-dire terrestres, maritimes, aériennes, cybernétiques et spatiales, grâce à une supériorité technologique. Parmi les défis contemporains auxquels les États-Unis sont confrontés lors de leur invasion de l'Iran, on peut citer : premièrement, les environnements contestés (les adversaires modernes possèdent des capacités avancées de déni d'accès et de zone (A2/AD), telles que des tirs de précision à longue portée et des cyberattaques contre la logistique, conçues pour perturber les déploiements) ; deuxièmement, la vulnérabilité logistique (la dépendance à des chaînes d'approvisionnement vulnérables rend cruciale la sécurisation des voies de communication maritimes, comme le détroit d'Ormuz et le détroit de Bab-el-Mandeb) ; troisièmement, la guerre «à l'improviste» (la nécessité d'une réponse instantanée et rapide aux crises, ne laissant parfois pas le temps de renforcer les forces) ; quatrièmement, la surface d'attaque numérique (l'utilisation accrue de l'IA et des technologies de l'information dans la logistique accroît le risque de cyberattaques, exigeant des systèmes logistiques cybersécurisés) ; et enfin, le coût de la guerre et la complexité du maintien des coalitions et des alliances.

source : [La Nation](#) via [China beyond the Wall](#)